

Séance de clôture

Un forum de l'an 2000

Jean-Jacques Aillagon

*Président de la mission française
pour la célébration de l'an 2000*

Rapport général de synthèse

Arthur Bodson

*Recteur honoraire de l'Université
de Liège (Belgique)*

Un forum de l'an 2000

Pour la présentation à Beyrouth de ce forum consacré à « Mondialisation et francophonie », la Mission pour la célébration de l'an 2000, s'est associée à l'Agence universitaire de la Francophonie ainsi qu'au journal *L'Orient-Le jour*, journal libanais et au journal français *Le Monde*, partenaire permanent de la Mission en ce qui concerne l'organisation des forums.

La Mission pour la célébration de l'an 2000 est l'organisme public, créé par le gouvernement français pour coordonner l'ensemble des initiatives prises en France à l'occasion de l'an 2000. L'an 2000 constitue en effet un seuil perçu, de façon significative, par un grand nombre de nos contemporains. Contrairement à ce qui a pu se passer en France au cours des dernières années quand il s'agissait du Bicentenaire de la Révolution française en 1989, la portée commémorative du passage à l'an 2000 est extrêmement faible dans une société française laïcisée. Néanmoins nos concitoyens ressentent ce passage à l'an 2000 comme un seuil important, comme un moment où l'on va tenter de tourner une page, de regarder derrière soi pour faire un bilan, et davantage encore, regarder devant soi pour comprendre ce que sera l'avenir, pour tenter de définir comment construire cet avenir, et de déterminer avec qui le construire. D'où le choix de la célébration plutôt que de la commémoration.

UNE CÉLÉBRATION DE L'AN 2000, FESTIVE ET RÉFLEXIVE

Le programme national pour la célébration de l'an 2000, tel qu'il a été élaboré, respecte un équilibre entre d'une part des initiatives festives, parce que nos concitoyens – comme le reste du monde – ne comprendraient pas qu'on fête l'an 2000 de façon triste ou sévère, et, d'autre part, une réflexion significative sur le sens même de ce passage. Un grand nombre de manifestations en France tenteront donc de traiter ou d'aborder quelques unes des grandes questions qui se posent à l'homme, à la société, à l'humanité aujourd'hui : à

Bordeaux, une grande exposition abordera le thème des mutations de la ville et de l'architecture, à Lille, la programmation de la ville sera largement consacrée à l'Afrique, Marseille s'ouvrira à la Méditerranée, la ville de Blois s'intéressera à l'enfance et à l'émerveillement...

En amont de l'an 2000, ont été également programmés un certain nombre de forums, un par région française, destinés à aborder quelques unes des grandes questions posées au monde d'aujourd'hui. De cette façon la programmation de la célébration de l'an 2000 par la France préservera l'équilibre entre la fête, l'événement et l'effort de réflexion. Cet effort de réflexion se poursuivra naturellement par un travail d'édition et de production audiovisuelle.

Le monde contemporain se caractérise, notamment, par l'augmentation sans précédent de la vitesse des transports et de l'information. Paris est désormais à quelques heures de Beyrouth, le tour du monde peut s'effectuer en moins de 24 heures, on communique de plus en plus vite, on échange de plus en plus rapidement, et même instantanément, images, sons et informations, on échange également de plus en plus de marchandises et à une vitesse sans cesse croissante; or, ces mutations du phénomène de l'échange touchent évidemment aussi celui des biens de l'esprit. De ce fait – l'évidence n'échappe à personne –, les hommes sont de plus en plus tributaires les uns des autres et les systèmes économiques, politiques, écologiques, culturels de notre planète se généralisent, se mondialisent, au point que le « village planétaire » est devenu réalité. Alors cette situation soulève principalement deux grandes questions, et appelle deux positionnements essentiels.

IDENTITÉS ET SOLIDARITÉS

La première question se situe dans l'ordre de la morale, de l'éthique : puisque de plus en plus tributaires les uns des autres, comment traduire cette interdépendance par l'affirmation d'une solidarité de plus en plus efficace? L'interdépendance est un phénomène quasi mécanique; la solidarité, elle, relève d'un choix; c'est un choix éthique et politique.

La deuxième question qui se pose est de l'ordre du politique. Comment les États, les groupes d'États, les hommes, peuvent-ils contrôler, déterminer le développement de cette mondialisation, vers quels objectifs comptent-ils l'orienter et quels sont les modèles qu'ils se fixent pour assurer son essor?

À cet égard, plusieurs modèles sont possibles. D'abord, celui des empires rivaux, c'est le modèle qui a dominé le monde au XIX^e siècle et pendant une bonne partie du XX^e siècle.

Il est également possible d'espérer pour les uns, et de redouter pour les autres une sorte d'empire universel où une seule autorité politique, d'ailleurs non franchement localisée – et là se pose le problème de la traduction de cette autorité par la suprématie d'une langue – assure la coordination et le fonctionnement de cet empire.

Il est à craindre qu'un tel empire, universel, ne provoque la disparition, l'extinction de toutes les particularités, de tous les particularismes, cette disparition étant d'ailleurs envisagée positivement par certains car gommant de la surface de la terre des causes d'oppositions et donc des causes de conflits.

Un troisième modèle, et il a ma préférence, se présente également, fondé sur une vision polynucléaire ou multipolaire de la planète, modèle dans lequel chaque homme aurait la chance d'appartenir à plusieurs cercles de solidarités ne se recouvrant pas nécessairement, mais chacun de ces cercles constituant une chance supplémentaire pour chaque homme de toute la terre.

Plusieurs orateurs sont déjà intervenus, et parmi eux, le doyen de la faculté de Sfax. Sa situation est exemplaire : il appartient à la communauté sfaxoise, il est tunisien, il appartient au Maghreb, il appartient aussi à l'aire de l'arabophonie, et également à l'aire de la francophonie, et de surcroît il appartient à ce fabuleux bassin de civilisations qu'est la Méditerranée, où se retrouvent des cultures très diverses, et que toute cette diversité, c'était pour lui et ses concitoyens une source de grande richesse. A cet égard, la manière dont les Tunisiens savent assumer la totalité de leur appartenance, la totalité de leur identité historique, est absolument admirable. Tunisiens, ne se sentent-ils pas aussi carthaginois, romains, ils savent par ailleurs ce qu'ils doivent à St Augustin, ils sont également arabes et relèvent profondément de la civilisation musulmane; et ils ont la chance de pouvoir, mieux, de devoir ne renier aucune de ces identités successives, en tout cas aucune de leurs identités actuelles.

Ce choix, d'une vision polynucléaire du monde, est un choix historique de la France, manifesté notamment, avec force et conviction, par le Général de Gaulle quand, sans cesse, il a tenté de situer notre pays en dehors de la logique des blocs. La France l'affirme également quand elle entreprend de défendre sur la scène internationale le principe de l'exception culturelle, principe déterminant pour assurer, à l'avenir, la pérennité, la survie de toutes les cultures diverses, particulières, qui enrichissent notre monde.

Ce choix est également celui de tous ceux qui se sont engagés dans l'action francophone, laquelle ne relève pas d'une tentative de vaine résistance à l'empire de l'anglophonie. C'est plutôt le choix, là aussi, de l'affirmation de la diversité, parce que le choix de la francophonie implique également la défense de l'arabophonie, de la germanophonie, de l'hispanophonie de la lusophonie, etc... La francophonie n'est pas une exclusive, la francophonie est vraiment l'une des façons de défendre et d'affirmer la possibilité de la diversité.

Ainsi, lorsque la Mission pour la célébration de l'an 2000 s'est engagée aux côtés de l'Agence universitaire de la Francophonie dans la présentation de ce forum à Beyrouth, l'enjeu a immédiatement été perçu par tous : il s'agissait d'engager et de conduire une réflexion de fond sur l'une des données importantes qui détermine et déterminera l'avenir culturel et politique, sans doute aussi l'avenir économique du monde de demain.

UNE QUESTION DE CIVILISATION

En toute franchise, le choix de Beyrouth s'est imposé avec évidence à l'ensemble de la Mission pour la célébration de l'an 2000. Il l'est parce que dans cette ville, dans ce pays, se pose justement ce problème des identités, le problème du croisement des identités et de la capacité qu'ont les hommes à assumer un destin commun dans l'affirmation de la diversité. Cette préoccupation de la diversité est au centre de notre intérêt.

Beyrouth est également, bien sûr, une ville qui se reconstruit et où se pose donc aussi nombre d'autres problèmes essentiels pour le monde demain : la question de la ville, de son développement, celle de la maîtrise de l'environnement, celle de la bonne gestion des ressources naturelles, la question de la relation entre la ville et son environnement...

Pour l'an 2000 se tiendra à Paris, une grande exposition consacrée à la France et intitulée : « La France, un portrait, des portraits ». Elle permettra tout d'abord d'affirmer, dans les circonstances politiques de notre pays, que le discours sur la France n'appartient pas aux extrémismes. Ce sera également de notre part une tentative de montrer pour un large public tout ce que notre pays doit justement au croisement des cultures, au croisement des civilisations, à l'enrichissement permanent que lui ont donné tant d'hommes venus de tant de pays et d'horizons différents.

Au Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou que je préside, nous savons, nous qui nous consacrons à la diffusion de la modernité, que si la France a été au cours du XX^e siècle dans le domaine de la création artistique un grand pays, c'est justement parce qu'elle a, sans cesse, su accueillir des espagnols qui s'appelaient Picasso ou Gris, des russes qui s'appelaient Kandinsky, des allemands qui s'appelaient Max Ernst, des américains qui s'appelaient Man Ray, des japonais qui s'appelaient Foujita et bien d'autres encore. Pour la musique, l'apport de la tradition africaine au mouvement musical du XX^e siècle est manifeste... sans oublier toute ce que la production artistique du XX^e siècle et notamment le cubisme doivent à la renaissance des cultures et de la création de ce vaste continent.

Pour l'an 2000, nous devons apprendre à dilater notre regard à l'échelle du monde, ce sera notre manière personnelle de comprendre la mondialisation comme celle de notre curiosité et de notre culture. La conviction de la nécessité de l'attachement de chacun à tout ce qui nous constitue de façon fortement identitaire doit restée ancrée en nous, mais ce choix de l'identité doit être ouvert, généreux et partagé, telle est la tâche que s'est fixée la Mission pour la célébration de l'an 2000.

Rapport général de synthèse

Le rapporteur a une tâche ingrate : il doit synthétiser en peu de temps et sans avoir le loisir de soigner son style ce qui a été dit, avec talent et nuance, par des spécialistes éminents. Il demande leur indulgence et la vôtre.

Le plan, le cheminement de ce colloque, qui était aussi un Forum de l'an 2000, était simple et rationnel. D'abord, tenter un constat sous le titre « Enjeux et défis de la globalisation », ensuite, entendre des réponses globales, des propositions à la Francophonie pour ne pas perdre les enjeux et pour relever les défis, sous le titre « Promouvoir nos valeurs et nouer des alliances », enfin, revenir à nos universités francophones et plus spécialement à l'AUPELF-UREF, Agence universitaire de la Francophonie, pour leur faire, lui faire des suggestions, pour inviter à une adaptation sous le titre « l'Université reconfigurée ». À côté du titre « Mondialisation et Francophonie » on pouvait lire « Vouloir demain ». Cette formule ainsi que le plan global indiquent bien que le but des organisateurs est de nous pousser à l'action et pas seulement de se limiter à une analyse peut-être brillante, mais sans lendemain.

Le constat a été précédé de deux conférences inaugurales, je dirais même de trois, si l'on y ajoute celle de Michel Serres lors de notre séance d'ouverture.

Il a avec talent et lyrisme bien mis en exergue la puissance des nouveaux outils d'enseignement et le nécessaire apprentissage tout au long de la vie. Ouvrant notre colloque, notre Président Michel Gervais nous a, quant à lui, invités à concilier les préoccupations économiques avec la promotion de nos valeurs et la poursuite de nos rêves.

J'en reviens aux conférences inaugurales. Elles ont présenté, en écho à Michel Serres et à Michel Gervais, à la fois les divers aspects de la mondialisation et les valeurs essentielles à sauvegarder. D'une part, la puissance d'intervention du grand capitalisme international, la puissance particulière des États-Unis dans ce contexte, qui entraîne à la fois la diffusion

grandissante de leur langue et leur capacité, et même leur volonté affichée, de recruter les élites mondiales à leur service, notamment au plan scientifique. Face à cela, l'essentiel à sauvegarder : refuser d'être réduit au rôle de contribuable et d'usager pour rester un citoyen intégral, refuser de n'être que consommateur pour rester un homme, refuser d'être un objet pour rester un sujet.

Nous pouvions dès lors entrer dans des analyses plus précises.

Personne n'a contesté le caractère inéluctable et les aspects positifs de la mondialisation. Nous n'en sommes plus là, même si toute critique est trop souvent considérée comme un refus global. À cet égard, la Francophonie doit refuser l'image rétrograde que l'on essaye parfois de lui coller à la peau.

Les dangers, les défis et les enjeux n'en demandent pas moins une particulière vigilance.

Car il est bien vrai que la mondialisation provoque et accélère de graves perturbations et de douloureuses exploitations dans le monde du travail, même si elle entraîne la croissance dans les pays à développer, il est bien vrai que « les six commandements de Davos », comme le dit M. Petrella, nous exproprient de dix manières, même si l'ouverture du monde nous offre des possibilités inespérées, il est bien vrai que la poursuite incontrôlée et apatride du profit crée des déséquilibres insoutenables et met en péril l'environnement par excès de richesse au Nord et de pauvreté au Sud, il est bien vrai que les nouveaux médias, sur lesquels tout regard critique est sacrilège, ne conduisent pas au partage.

Les auteurs de ces constats lucides nous ont tracé des pistes de réflexions et surtout d'action.

La principale et la plus partagée me semble être la restauration de la citoyenneté, la remise en honneur de la *res publica*, cible privilégiée de ceux qui veulent avoir les mains libres dans le monde. Les nations, les patries, les groupes de nations, dont la Francophonie, les groupes les plus agressés (enfants, femmes et, en général, les plus faibles), les syndicats doivent garder ou reprendre leur rôle régulateur et équilibrant.

Nous pouvons déjà en tirer quelques leçons.

Si les droits fondamentaux doivent être réaffirmés et reconquis, pour que le système n'aille pas « droit dans le mur », comme l'a dit Monsieur Trémeaud, le réseau de l'AUF qui s'y consacre doit être plus que jamais soutenu.

Si l'on nous débauche nos élites, la Francophonie doit le savoir et se défendre en ouvrant ses portes à l'excellence.

Si notre culture, notre patrimoine privilégie l'universel plus que le global, il faut le remettre en valeur auprès de nos jeunes.

Si nous voulons des cohabitations harmonieuses, il faut repenser, mieux connaître et respecter nos identités multiples.

Si nous voulons prévenir les déséquilibres ou les ruptures insoutenables, il faut consacrer de gros moyens au développement.

Si nous voulons démentir « la grande narration dominante et arrogante de l'Histoire » que la pensée unique veut nous imposer, il faut que nous trouvions un autre récit à offrir aux citoyens du monde.

De ces propositions, nous pouvons tirer une conclusion pratique en citant M. Nabih Berry. Si la Francophonie veut s'engager dans ces combats, nous devons, je crois, suivre la recommandation qu'il nous a faite et que voici :

« Le développement du dialogue institué dans ce colloque doit se transformer en une institution permanente d'études et de recherches dans le cadre de la Francophonie, capable de se prononcer sur les conceptions de la mondialisation en tant que phénomène progressif et actif, et de définir le rôle de la Francophonie dans l'interdiction de l'hégémonie de l'une des forces de l'ordre mondial actuel ».

C'est un rôle qui devrait être assigné à notre Institut des Hautes Études Francophones. Car il est du rôle de l'Université de réfléchir au sort de la collectivité dont elle est l'émanation et d'alimenter de cette réflexion les responsables politiques et les décideurs en général.

La deuxième étape de nos réflexions nous a précisément incités à une action francophone globale et concertée.

Des exposés très riches d'hier après-midi, fondés sur des analyses analogues à celles du matin, on retiendra la nécessité et l'urgence de grands regroupements tels que la Francophonie, notamment l'appel à la Lusophonie ou à l'Hispanophonie, regroupements au sein desquels d'autres règles du jeu soient respectées et, surtout, regroupements capables, par la force que leur donne leur ampleur, d'infléchir les décisions des grands organismes mondiaux. Le Liban et Maurice ont aussi été décrits comme des exemples de sociétés où le respect mutuel est la règle et qui peuvent servir de références à la Francophonie et au monde.

Mais une question inquiète certains intervenants. La Francophonie, nos pays membres et les principaux d'entre eux sont-ils décidés à jouer ce rôle de contre-exemples ?

La Francophonie n'est-elle pas frileuse, pusillanime et même inconsciente des dures réalités qui la menacent ? Pourquoi ne pas concéder à la Francophonie politique quelques bribes de souveraineté, souveraineté que l'on ne ménage pas, par exemple, à l'Union européenne ? Pourquoi ne pas renforcer l'espace économique, médiatique, de libre circulation ? Pourquoi ne pas créer une banque de développement ? Bref pourquoi renoncer à peser lourd et autrement ? Il est des domaines, comme l'exception culturelle, les stratégies de l'AMI ou de l'OMC, où il faut savoir ne pas composer, dire non et se battre. La mondialisation qui nous force à cohabiter, doit nous pousser à renforcer notre identité et notre unité et à proposer avec force un autre rêve fondé sur nos valeurs spécifiques.

De l'après-midi d'hier, je retiendrai une devise : « De l'audace ! » et de la matinée un idéal : le citoyen debout.

On en est venu ce matin à l'Université, à la fois à nos universités séparées, à nos systèmes nationaux et à l'AUF. Cette partie de mon rapport de synthèse, rédigée à chaud et même en direct doit bénéficier d'une indulgence plus grande encore.

On a souligné d'abord l'insertion des universités dans un contexte mondial de concurrence à laquelle, au Nord, on s'ouvre rapidement. Elle appelle le recrutement de professeurs et d'étudiants sur une base plus large, leur insertion aussi dans des réseaux élargis. Cette insertion appelle comme complément et condition de succès pour les universités de s'intégrer à leur voisinage immédiat et de mettre en commun leurs politiques et ressources. La cohabitation nationale est au cœur de l'internationalisation.

Les connaissances scientifiques sont d'emblée internationales, mais les conditions de leur production et de leur acquisition sont, elles, spécifiques, et, pour nos pays, liées à notre environnement francophone, qui imbibe les formes d'appropriation de ces connaissances.

La reconfiguration par les NTIC ne sera réussie que si elle est liée aux contextes de leur utilisation et, a-t-on souligné fortement, aux rythmes particuliers et fort divers qui caractérisent dans les pays du Sud les rythmes et les étapes de cette nécessaire appropriation de la modernité.

Ces universités du Sud, souvent encore jeunes, sont confrontées aux exigences notamment financières de cette appropriation et un fond spécial de l'AUF pourrait les aider à y arriver progressivement, leur donnant l'occasion de faire valoir sur le réseau mondial d'Internet leurs différences, leurs réalités et leurs idées.

C'est là le fondement qui a été mis en valeur pour appuyer la recherche de l'excellence dans les universités du Sud, qui sortiront de leurs impasses grâce à la mobilité des étudiants, à la codiplomation, à des mises en commun de ressources, à des campus virtuels, et à des enseignements en prise directe sur le milieu. L'excellence est fortement influencée dans les faits par les commandes et exigences des entreprises en général, par le modèle américain en particulier et les exigences linguistiques qui en émanent. Sachons rivaliser avec cela à notre manière.

Mais il demeure fondamental que l'enseignement au Sud en particulier soit pensé selon les références qui sont nôtres, celles de la Francophonie qui est lieu d'échanges Nord Sud et de respect des créativités liées à la diversité. Les nouvelles technologies, sans faux espoirs, peuvent représenter de nouveaux lieux de l'excellence, d'une excellence dont on insiste pour dire qu'elle est ouverte à tous.

Enfin, Madame Bissonnette nous a interpellés et je veux citer ici quelques phrases qui pourraient s'adresser à notre Association.

« Qu'en est-il du rôle de l'Université dans la cité ?

Plus que jamais intégrée aux rouages de l'économie, l'Université est-elle encore libre de promouvoir ses propres valeurs, a-t-elle encore soif de cette liberté ?

L'Université doit se situer en amont de la société ; elle doit être le lieu d'une réflexion autonome qui s'oblige à repenser constamment les traits fondamentaux de son environnement.

Les lieux où l'on pense et où l'on débat le changement ont été marginalisés, remis à des départements ou des services spécialisés, de même statut que la direction des cafétérias...

Le discours universitaire est interchangeable avec celui des pouvoirs publics ou de l'entreprise.

L'Université renonce en pratique à ses fins propres, elle perd sa distance critique.

« Son corps ploie sous le poids de sa propre morphologie constituée d'une infinité de prothèses, en même temps que son esprit s'évapore dans ses réseaux et activités délétères de communication et d'information ». (Michel Freitag, Le Naufrage de l'Université)

Les Recteurs disposent de moins de manœuvre que le premier dirigeant de PME venu.

Les gens d'entreprise, les journalistes et même les vedettes de cinéma et de télévision ont succédé aux penseurs pour contribuer à la formation de l'opinion.

Pour retrouver une véritable spécificité, l'université doit recréer une distance entre elle et le milieu dont elle est devenue l'esclave.

Il convient de recréer un espace différent dans la ville, un espace ouvert à sa rumeur mais attaché à la décoder. »

L'AUF est elle prête à répondre, elle qui se veut l'université de la Francophonie, notre grande cité ?



CET OUVRAGE A ÉTÉ ACHEVÉ
D'IMPRIMER EN NOVEMBRE 1998
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
DE L'INDÉPENDANT - 53200 CHÂTEAU-GONTIER
DÉPÔT LÉGAL : 4^e TRIMESTRE 1998

Universités francophones



Agence
universitaire
de la
Francophonie

Prospectives francophones est une série de la collection Universités francophones dans laquelle paraissent des ouvrages portant sur les problèmes de l'université, de la recherche, des langues et de la science dans la Francophonie, d'aujourd'hui.

La mondialisation impose à nos sociétés une mutation profonde qui exige une redéfinition de nos valeurs, de nos échanges et de la fonction même de l'enseignement supérieur et de la recherche. La XII^e Assemblée générale de l'Agence universitaire de la Francophonie était le lieu propice pour conduire cette réflexion, formuler les questions et tenter d'y apporter des réponses.

Événement institutionnel, la XII^e Assemblée générale de Beyrouth était la dernière rencontre des principaux représentants des établissements d'enseignement supérieur et de recherche membres de l'Agence universitaire de la Francophonie avant le XXI^e siècle.

L'Agence universitaire de la Francophonie s'est associée à la mission pour la célébration de l'an 2000 pour organiser le 3^e forum de l'an 2000 « Mondialisation et Francophonie ».

Cet ouvrage présente l'ensemble des interventions prononcées à l'occasion de ce forum. Il fournit au lecteur l'occasion de réfléchir aux perspectives de la Francophonie de demain, aux alliances nouvelles qu'elle doit nouer et aux moyens dont elle doit se doter pour rester dans la course à l'excellence. En d'autres termes, il s'agit de penser en termes de cultures fonctionnelles, dans lesquelles agissent des acteurs dynamiques, en opposition à une culture musée qui, en cette fin de millénaire, n'a guère de chances de survivre.

I.S.S.N. 0993-3948
Diffusion ELLIPSES
ou DPLU selon pays



9 782920 021853

Imprimé en France

Prix Europe, Amérique du Nord, Japon : 100 FF
Prix Afrique, Amérique latine, Asie du Sud-Est, Haïti, Maghreb et Moyen-Orient : 40 FF